

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 24 février 2026

Nos réf. : SAU/KP/MT n° 26-066

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALAUBIA

11, Rue Joseph-Marie Jacquard - Z.I. des Près de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0003012687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 janvier 2026 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard – Z.I. des Près de Lyon – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2026008-0003, l'inspection des installations classées a souhaité contrôler la gestion des apports interdépartementaux et la gestion des mâchefers du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard – Z.I. des Près de Lyon – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

VALAUBIA est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature et origine des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.2.1	Sans objet
2	Machefers	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 5.1.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2026008-0003, l'inspection des installations classées a inspecté la préparation de l'exploitant pour la gestion des apports interdépartementaux et la gestion des mâchefers du site.

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'a pas encore été confronté à l'apport de déchets extérieurs au département de l'Aube et ne dispose pas de projection pour l'année 2026. Toutefois, l'exploitant précise qu'il n'envisage pas de dépasser le volume maximal admissible de 66 000 tonnes.

Lors d'un prochain contrôle, l'inspection pourra proposer des mesures d'encadrement supplémentaires si l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les motifs d'admission des déchets interdépartementaux, en tenant compte des différentes alternatives possibles et de la nécessité de garantir la disponibilité de capacité pour les apports locaux. Il est rappelé que le seul critère du type de traitement ne saurait suffire à justifier un apport interdépartemental.

Concernant les mâchefers, il a été constaté, par sondage lors de la visite, que les déchets sont réutilisés conformément aux caractérisations réalisées pour chacun des lots.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et origine des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, dechet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets admis dans l'installation proviennent de l'ensemble des départements de la région du Grand-Est en cas d'arrêts techniques programmés ou non, ou de saturation des unités de valorisation énergétique situées dans le périmètre du Grand-Est.</p> <p>L'exploitant tient annuellement un registre des apports interdépartementaux, précisant les motifs d'admission et les justifications de conformité au SRADET. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les déchets provenant du département de l'Aube restent prioritaires sur les déchets extra-départementaux.</p> <p>Les seuls déchets admis sont les déchets non-dangereux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les déchets ménagers et les déchets d'origine commerciale ou artisanale dans la mesure où ils sont collectés conjointement avec les déchets des ménages,• les déchets d'activités économiques assimilés à des ordures ménagères et les déchets encombrants ou déchets occasionnels issus des déchetteries pré-triés et/ou pré-broyés, <p>L'établissement est autorisé à incinérer jusqu'à 10 500 t par an de biomasse sortie du statut de déchets constituée de plaquettes de bois. L'incinération de biomasse est réduite aux quantités nécessaires pour assurer la bonne marche des installations en cas de PCI insuffisant dans les déchets. La granulométrie de la biomasse est comprise entre 50 et 200 mm et présente un taux d'humidité de 40 % en moyenne. L'exploitant dispose des documents justifiant les caractéristiques de la biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant indique qu'aucun apport interdépartemental n'a été réalisé à ce stade. Il précise que les apports susceptibles d'être acceptés concerneraient principalement les départements limitrophes du département de l'Aube et interviendraient uniquement dans les situations prévues par les prescriptions, à savoir en cas d'arrêts techniques ou de saturation d'une autre unités de valorisation énergétique conformément à l'APC n° PCICP2026008-0003.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne dispose à ce jour d'aucune estimation prévisionnelle des volumes concernés ni de la fréquence potentielle de ces apports pour l'année à venir.</p> <p>Par ailleurs, l'installation fonctionne actuellement à un tonnage annuel proche de la capacité maximale autorisée de 66 000 tonnes. Si l'exploitant indique s'interdire tout dépassement de cette limite, l'absence de pilotage prévisionnel des apports interdépartementaux, combinée à ce fonctionnement proche de la saturation, est susceptible de conduire à une atteinte anticipée de la capacité annuelle de traitement.</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'anticiper et de réguler les apports interdépartementaux de manière à garantir en permanence la disponibilité de capacités suffisantes pour les déchets départementaux. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les moyens de suivi des tonnages, permettant d'adapter, de limiter ou de refuser les apports extérieurs lorsque la capacité résiduelle ne permet plus d'assurer cette priorité.</p> <p>Ce point fera l'objet d'un suivi particulier par l'inspection des installations classées. En cas d'organisation insuffisante ou de difficultés constatées conduisant à pénaliser les apports départementaux, des mesures complémentaires d'encadrement, ou de restriction des apports interdépartementaux, pourront être proposées à Monsieur le Préfet.</p> <p>Enfin, il est rappelé que l'exploitant doit tenir annuellement un registre des apports interdépartementaux, précisant les motifs d'admission et les justifications de conformité au SRADET. Ce rapport est tenu à disposition de l'inspection . Ces justifications doivent intégrer la proximité géographique du site et la pertinence environnementale du choix de traitement au regard des alternatives existantes, le seul critère du type de traitement ne saurait suffire à justifier un apport interdépartemental.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'ayant pas admis de déchets interdépartementaux, l'inspection ne dispose pas d'autres remarques. Comme précisé ci dessus, ce point fera l'objet d'un point de contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article 51.8
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées. Il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités. Le respect des valeurs limites éventuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation est vérifié.</p> <p>L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les mâchefers ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, un contrôle par sondage a été réalisé sur les mâchefers. L'exploitant indique que les mâchefers sont traités sur site au sein d'une installation dédiée à la maturation et à l'élaboration, puis stockés. Ils font l'objet d'analyses mensuelles par lot. Une caractérisation est ensuite réalisée afin de déterminer les filières et conditions d'utilisation possibles.</p> <p>L'exploitant précise que, depuis 2021, les mâchefers produits sont classés V1, soit aptes à une utilisation en sous-couche de surfaces revêtues (asphalte, enrobé, béton, etc.). À la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de caractérisation des mâchefers pour l'année 2025.</p> <p>Un contrôle par sondage des fiches de classement environnemental met en évidence les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lot de février 2025 : mâchefers classés V1 ; • lot de mai 2025 : mâchefers classés V1 ; • lot de juin 2025 : mâchefers classés V1 ; • lot de juillet 2025 : mâchefers classés V1. <p>Concernant la traçabilité des utilisations, l'exploitant utilise un logiciel de système d'information géographique (SIG), dénommé ALTERMAP, permettant de localiser géographiquement les zones d'application des mâchefers. Le prestataire en charge de la valorisation dispose également de cet outil afin de faciliter le suivi et les échanges d'information. Selon l'exploitant, ce dispositif permet de s'assurer de la conformité des lieux de mise en œuvre au regard des contraintes réglementaires et environnementales.</p> <p>L'exploitant a également transmis le bilan des exportations de mâchefers pour l'année 2025, faisant état de neuf chantiers de travaux publics, ainsi que les fiches issues du logiciel ALTERMAP correspondantes.</p> <p>Un contrôle par sondage des fiches de chantiers ci-dessous montre que les domaines d'emploi sont conformes à ceux autorisés pour des mâchefers classés V1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Crématorium de Romilly-sur-Seine : utilisation en couche de forme, remblai de tranchée et remblai sous chaussée, avec implantation à plus de 30 m d'un cours d'eau et hors zone inondable ; • Piste cyclable de LAVAU : utilisation en couche de forme et remblai sous chaussée, à plus de 30 m d'un cours d'eau et hors zone inondable ; • Aire de covoiturage de TORCY-LE-PETIT : utilisation en couche de forme et remblai sous chaussée, à plus de 30 m d'un cours d'eau et hors zone inondable. <p>Au regard des éléments sondés, l'inspection des installations classées ne formule pas d'observation particulière sur la gestion et la valorisation des mâchefers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite